

ce qui suit dans la page financière d'un grand journal de Montréal, *La Presse*, et je cite:

Selon M. R. B. MacPherson, économiste de la Société DuPont du Canada, notre pays traversera une crise économique qui atteindra son point culminant entre 1968 et 1970. Ce dernier a formulé cette sombre prévision lors d'une causerie prononcée cette semaine devant les membres du Rotary Club de Montréal.

Monsieur le président, quand on se dit que le gouvernement fédéral doit «contrôler» l'économie, que les banques, en somme, sont les organismes qui mettent en application, tous les jours, les politiques générales du gouvernement fédéral, et qu'on voit l'avenir aussi sombre que cela, comment voulez-vous que les simples d'esprit comme nous, ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'apprendre toutes ces complications, tout cet enchevêtrement d'élucubrations que suppose le système financier dans lequel nous vivons, ne se demandent pas de quoi demain sera fait?

A-t-on pensé, en élaborant ces lois-là—parce qu'on m'a toujours dit que les financiers et même les experts financiers n'avaient pas de cœur et n'avaient pas d'âme; ils doivent en avoir, car je pense bien que même les financiers doivent avoir des préoccupations humaines, mais il semble que quand ils élaborent des lois, ils n'en ont pas—aux effets que pourront avoir ces lois sur la masse des Canadiens, sur le petit Canadien qui, quand on coupe le crédit, se voit réduit au chômage, voit son entreprise périlcliter? Je me le demande, avec toute l'objectivité possible.

D'ailleurs, l'économiste que je viens de mentionner n'est pas le seul à avoir des idées sombres. Je vois dans une autre revue de langue anglaise qui vient de Toronto—milieu financier s'il en est—une revue qu'on appelle *Commentator*, un article que je voudrais citer textuellement, pour ne pas m'exposer à mal le traduire:

[Traduction]

En regardant les budgets des cinq années qui prendront fin en décembre prochain, nous constatons cinq déficits annuels importants dont le total cumulatif atteint presque 2.5 milliards de dollars. Depuis 10 ans, le total global est d'environ 3.6 milliards, alors qu'une seule de ces années a connu un surplus. Point n'est besoin d'être comptable ni économiste—ni même spécialiste en quoi que ce soit—pour savoir qu'il s'agit là d'une voie financièrement précaire. Comment ne pas être d'accord avec une certaine «autorité» qui prédit un désastre financier au terme de cette voie d'extravagances continues?

● (9.30 p.m.)

[Français]

Monsieur le président, encore une fois, pour les simples d'esprit comme moi et ceux pour lesquels je parle, ce sont quand même des déclarations inquiétantes, et je ne peux pas m'empêcher de me rappeler, monsieur le président, cette caricature que l'on voyait

dans le *Globe and Mail*, il y a quelques jours, qui représentait un pauvre diable dégouillé et hirsute, debout au coin d'une rue où il passait beaucoup de monde fortuné—ce devait être probablement Bay Street à Toronto ou la rue Saint-Jacques à Montréal—qui avait devant lui une petite cassette, et sur la poitrine, une pancarte sur laquelle était inscrit quelque chose comme ceci: Ayez pitié de moi, j'ai une femme et trois gouvernements à faire vivre. Il nous faut admettre qu'il était dans une situation assez précaire, et c'est un peu son sentiment en face de toutes ces illustrations compliquées qu'on lui présente actuellement.

Je voudrais appeler un autre témoignage pour démontrer qu'il n'y a pas que dans les milieux simplistes qu'on s'inquiète justement de l'avenir financier et qu'on demande si le rôle des banques sera justement le rôle créateur qu'il doit être, s'il favorisera cette circulation intense du sang dans les veines économiques de la nation.

Dans une causerie prononcée en 1966, M. Neil J. McKinnon, président du conseil de la Banque Canadienne Impériale du Commerce, disait:

... il y a une pénurie mondiale de capitaux d'investissement et dans un pays tellement à court de capitaux, comme le Canada, il ne faut pas décourager les investissements de l'étranger.

Monsieur le président, cela nous inquiète et nous laisse perplexes, nous, les âmes simples, car sans investissement de l'étranger, surtout en face des polémiques qui ont cours actuellement, la marche de l'expansion économique va vite ralentir.

Et M. McKinnon ajoute:

Des investissements de capitaux sur une grande échelle sont indispensables pour améliorer les moyens de production et accroître la productivité.

Or, on disait cet après-midi qu'il doit y avoir quelque 390,000 chômeurs au Canada, dont 160,000 dans la province de Québec, et je lisais ces jours derniers un article de quelqu'un qui disait qu'en plus de ces 390,000 chômeurs, il doit y avoir environ 100,000 ou 125,000 sans-travail qui ne sont pas inscrits, qui ne figurent pas dans les données statistiques.

Monsieur le président, on reconnaîtra que cela n'aide pas les bouchers, les épiciers qui veulent voir leurs comptes payés et qui savent ce que c'est que des inquiétudes.

Le président du conseil de la Banque Canadienne Impériale du Commerce ajoutait ceci:

En outre, si les investissements américains au Canada font un total très élevé, les investissements canadiens aux États-Unis, aussi, sont considérables. Les investissements directs de citoyens des États-Unis au Canada s'élèvent à \$63 per capita, et les investissements de portefeuille, à \$33 per capita. Les investissements directs de citoyens ca-